

# Qu'une entreprise néerlandaise participe à une station d'épuration à Jérusalem aiderait les colonies, disent les Palestiniens

La station « *va contribuer au maintien et au soutien des colonies illégales dans le territoire palestinien occupé* » et elle va aider à rendre « *l'annexion de Jérusalem-Est par Israël irréversible* ». Des députés de la droite néerlandaise ont critiqué leur gouvernement pour tenter de dissuader Royal HaskoningDHV d'aider les colonies israéliennes. Ces députés ont prétendu que les Palestiniens et le processus de paix auraient à en souffrir si la société d'ingénierie à base néerlandaise se retirait d'une station de traitements des eaux envisagée à Jérusalem-Est. Sauf que des organisations palestiniennes ont réfuté cela et ont salué l'intervention du gouvernement néerlandais.

Hanan Ashrawi, membre du comité exécutif de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), a déclaré que l'Autorité palestinienne (AP) avait à maintes reprises exprimé sa « *forte opposition* » au projet à Royal Haskoning et au gouvernement néerlandais. L'AP n'est pas partenaire dans le projet. Ashrawi qualifie les allégations des députés néerlandais selon lesquelles le projet servirait les intérêts palestiniens de « *fausses et extrêmement trompeuses* ».

L'organisation palestinienne pour les droits humains, Al-Haq, a elle aussi exprimé sa profonde préoccupation concernant le projet d'Israël pour une station de traitement des eaux usées

à Jérusalem-Est, dans un communiqué que j'ai reçu hier par courriel. La station « *va contribuer au maintien et au soutien des colonies illégales dans le territoire palestinien occupé* » et elle va aider à rendre « *l'annexion de Jérusalem-Est par Israël irréversible* » a écrit le directeur d'Al-Haq, Shawan Jabarin.

L'organisation palestinienne des droits humains rappelle à Royal Haskoning l'avertissement du procureur néerlandais, dans un autre cas récent, que les entreprises et les ressortissants néerlandais « *peuvent avoir à rendre des compte pour les violations du droit humanitaire international, sur les fondements du droit pénal néerlandais.* » Al-Haq demande instamment à toutes les parties prenantes de mettre fin à toute implication dans la station de traitement des eaux usées.

### **Pas d'autorisation pour une station d'épuration palestinienne**

Le Comité mixte de l'eau (Joint Water Committee – JWC) – composé d'Israéliens et Palestiniens – supervise et autorise les projets concernant l'eau dans la Cisjordanie occupée, à l'exclusion des colonies israéliennes. Israël, en tant qu'occupant, a droit de veto au JWC sur les décisions concernant les projets palestiniens pour l'eau.

En 2010, l'Autorité palestinienne de l'eau avait demandé au JWC l'autorisation de construire une station d'épuration à Ubeidiyeh, pour traiter les eaux usées s'écoulant de Jérusalem-Est et Bethléhem dans Wadi al-Nar (la vallée du Kidron), en excluant les colonies. L'eau traitée serait utilisée pour le développement de l'agriculture palestinienne.

Mais Israël a refusé que le JWC approuve ce projet palestinien crucial. A la place, il a l'intention de moderniser sa propre station d'épuration, dans le même secteur, situé près de Nabi Musa (entre Jérusalem et Jéricho).

### **Une stimulation pour les colonies dans la vallée du Jourdain**

La Coalition civique pour les droits palestiniens à Jérusalem, comprenant 25 organisations de la communauté, a également salué la recommandation du gouvernement néerlandais à Royal HaskoningDHV de se retirer de ce projet illégal.

La Coalition écrit dans un courriel qu'elle m'a adressé que le projet d'épuration sert en premier lieu les intérêts des colonies illégales israéliennes dans la vallée du Jourdain occupée, en « *leur fournissant de l'eau traitée qui donnera un coup de fouet à leurs fermes et à leurs revenus tirés du commerce des produits de colonies* ».

La déclaration ajoute :

*« La population palestinienne dans Jérusalem-Est occupée et la vallée du Jourdain n'a jamais été informée ni consultée par Israël à propos de la station d'épuration envisagée. Si elle l'avait été, elle aurait opté sans aucun doute pour un projet qui sert les priorités environnementales et économiques palestiniennes et qui exclut les colonies illégales.*

*« Mme Ashrawi de l'OLP a loué le gouvernement néerlandais pour avoir traduit en acte son opposition à la politique désastreuse d'Israël de colonisation, dans la ligne de la politique de l'Union européenne, et pour avoir exhorté Royal HaskoningDGV à mettre fin à son implication dans ce projet illégal. »*

Reste à voir si le conseil sera pris en considération...

Adri Nieuwhof – The Electronic Intifada

**...voir : Un géant de l'ingénierie néerlandaise se retire d'un projet à Jérusalem-Est – Barak David – Haaretz**

4 septembre 2013 – The Electronic Intifada – traduction :  
Info-Palestine / Source:  
<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article13943>